

Index AI : PRE01/300/2011
16 June 2011

La Chine doit arrêter le président soudanais

Le gouvernement chinois doit immédiatement annuler son invitation au président soudanais Omar el Béchir et l'arrêter s'il se rend à Pékin, a déclaré Amnesty International jeudi 16 juin.

Omar el Béchir doit rencontrer le président chinois Hu Jintao et d'autres hauts responsables dans le cadre de sa visite prévue du 27 au 30 juin.

La Cour pénale internationale (CPI) a décerné deux mandats d'arrêt contre Omar el Béchir pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour. Ces mandats, décernés en 2009 et 2010, l'inculpent pour sa responsabilité individuelle sur la base de 10 chefs d'accusation, notamment le meurtre, l'extermination, le transfert forcé de population, la torture et le viol.

« Si la Chine accueille Omar el Béchir, elle deviendra un refuge pour les auteurs présumés de génocide, a déploré Catherine Baber, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty international. Elle doit interdire à Omar el Béchir d'entrer sur son territoire et l'interpeller s'il se présente. »

Bien que la Chine ne soit pas partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, elle est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a décidé en 2005 de déférer la situation au Darfour – depuis le 1er juillet 2002 – au procureur de la CPI.

La résolution qui en a découlé – contre laquelle la Chine pouvait user de son droit de veto, ce qu'elle n'a pas fait – exhorte tous les États à coopérer pleinement avec la CPI.

Tous les États ont la responsabilité partagée de veiller à ce que les personnes soupçonnées de génocide et de crimes contre l'humanité fassent l'objet d'investigations. Si les éléments de preuve recevables sont suffisants, les suspects doivent être jugés dans le cadre de procès équitables, sans que la peine de mort ne puisse être requise contre eux.

« Si la Chine offre un refuge à Omar el Béchir, des milliers de victimes en Afrique la percevront comme complice de crimes relevant du droit international », a conclu Catherine Baber.

Pour en savoir plus :

[Malaisie : les autorités doivent arrêter le président soudanais recherché pour crimes de guerre](#) (nouvelle, 13 juin 2011)

[Djibouti refuses to arrest Sudanese President Omar Al-Bashir](#) (déclaration publique, 9 mai 2011)

[La République centrafricaine doit arrêter Omar el Béchir durant son séjour dans ce pays](#) (nouvelle, 1er décembre 2010)

[Le Kenya refuse d'arrêter le président soudanais Omar el Béchir](#) (nouvelle, 27 août 2010)